Crise, grèves, austérité: quelques réflexions inactuelles

Une période de grèves de six semaines dans les services publics et l'enseignement: telle est la réponse que la population apporte à la stratégie néo-libérale de l'actuel gouvernement belge. Malgré ce tollé, les mesures d'austérité sont passées. Nous nous sommes interrogés sur ce phénomène et nous nous sommes posés les questions suivantes:
- L'arme de la grève fait-elle encore recette?
- Les sociaux-démocrates belges sont-ils en mesure d'apporter une solution aux maux qui frappent l'économie belge?
- Les mesures d'austérité serviront-elles au-delà du court terme?
- La population dispose-t-elle de l'information suffisante pour comprendre la situation économique actuelle?

A toutes ces questions, nous aurions tendance à répondre par la négative. Prisonniers des manichéismes ambiants, la population et ses gouvernants sont, à l'heure actuelle, incapables d'apporter la moindre réponse cohérente et se jettent, les uns et les autres, sur de vieux poncifs. Pour échapper, nous, à ce piège des conformismes, nous dirions que la grève devient illusion, car ceux contre lesquels elle est dirigée ont appris depuis belle lurette à éviter les inconvénients de cette arme politique. Quant aux discours socialistes, ils révèlent un vide théorique, une panne d'idées catastrophique: aucune rénovation intellectuelle, basée sur les innombrables réinterprétations de la notion de solidarité populaire nées au cours de ce siècle, n'apparaît. Plus d'idées mais de la rouspétance stérile. Comment, par ailleurs, les libéraux et les sociaux-chrétiens conservateurs au pouvoir pourraient-ils forger un plan de sauvetage au-delà du court terme, tant que l'Europe demeure sous statut colonial et n'a pas la possibilité de choisir, sans immixtion américaine, ses marchés et ses débouchés? Tant que d'autres flux d'échanges ne se substitueront pas à ceux d'aujourd'hui, déficients pour les Européens? La population croit, par défaut d'informations réelles, que la crise se résoudra par correction de déséquilibres aux échelons nationaux, alors que cette crise est continentale et mondiale. La politique étrangère n'est pas un espace clos, hermétiquement séparé de la gestion économique quotidienne.

A cette ignorance généralisée des tenants et aboutissants de la politique internationale, s'ajoute l'ignorance du statut de sujétion dans lequel le peuple est maintenu par les castes dirigeantes belges, quelques vieilles familles aux rejetons souvent dégénérés par un luxe débile et une aisance de Sybarites et quelques financiers véreux, dont la seule patrie est un quelconque coffre-fort suisse ou américain. Comment résoudre le problème économique, les problèmes sociaux et politiques, tant que cette sinistre engeance tiendra le haut du pavé et nous imposera et ses incompétences et ses agissements criminels (la criminalité en col blanc...). Ce dont ce pays a besoin, c'est d'une réelle circulation des élites, au sens où le sociologue italien Vilfredo PARETO l'entendait. Parallèlement à cette dégénérescence et à cette "pégrification", il nous faut constater la médiocrité des entrepreneurs qui entassent leurs magots sans jamais investir, qui cèdent trop souvent aux mythes des vacances et de la farniente (signaux, eux aussi, d'un déclin navrant) et hésitent à jouer leurs capitaux dans l'innovation technologique, seule issue, selon SCHUMPETER, aux crises cycliques de l'économie. Il nous faut encore constater, avec tristesse, le peu d'intérêt que manifestent politiciens et entrepreneurs pour la recherche et l'absence totale de respect que manifestent ces marchands repus et ces histrions pour les

suite page 11



SUPPLEMENT A LA REVUE ORIENTATIONS Numéro 30 Juin 1986

Stabilité et rapprochement inter-européen

Le texte qui suit est constitué de larges extraits d'un long article que le Général-Major e.r. de la Bundeswehr Jochen LÖSER a fait paraître dans le revue historique **Deutschland in Geschichte und Gegenwart** (1986/2), éditée à Tübingen par Wigbert Grabert. Le Général LÖSER nous avait déjà envoyé un texte en octobre 1984 (Cf. **Vouloir** n°9). Comme tous les Allemands d'aujourd'hui, le Général LÖSER se pose la question de l'avenir: la réunification surviendra-t-elle et, avec elle, le rapprochement définitif entre tous les Européens? Et si oui, de quelle manière? Quel visage prendra cet œcumène européen restauré? Après avoir passé en revue toutes les thèses et opinions qui s'opposent à la réunification ou, au contraire, cherchent la voie qui mènera à sa réalisation, Jochen LÖSER aborde les solutions possibles. C'est cette partie de son texte que nous reproduisons ici en traduction française.



Pour aboutir à la réunification allemande et au rapprochement inter-européen, nous devons entamer dès aujourd'hui une "longue marche", une marche qui comportera des haltes provisoires, des étapes intermédiaires, où nos desiderata politiques prendront forme avant que ne soit atteint l'objectif ultime: la création d'un ordre de paix pour toute l'Europe avec stabilisation du centre de notre sous-continent. Cette évolution progressive devra s'effectuer sans que ne se créent des instabilités à haut risque et sans tolérer la moindre entorse aux libertés de nos peuples.

Personnellement, j'imagine le déroulement d'une "marche" en trois grandes étapes:
1ère étape: renforcement de la structure militaire de l'OTAN (pilier européen) par l'adoption d'une stratégie à options défensives, portée par les nouvelles technologies militaires, c'est-à-dire par les armes de la génération dite des années 90.
2ème étape: désengagement global, sous forme d'une déconcentration généralisée des forces militaires et passage aux options défensives de part et d'autre du rideau de fer avec coopération globale entre les deux blocs.
3ème étape: restauration de la "nation allemande", si possible au sein d'une confédération européenne d'Etats souverains, englobant tant l'ex-territoire de la RFA que l'ex-territoire de la RDA, sans soulever de nouveaux problèmes de frontières. Nous renvoyons ici à l'ouvrage que nous avons rédigé avec Ulrike SCHILLING, "Neutralität für Mitteleuropa" (Cf. Vouloir no.9), où nous envisagions une confédération englobant également des Etats appartenant aujourd'hui au COMECON et au Pacte de Varsovie.

J'insiste tout particulièrement sur le fait que le déroulement de cette réunification grande-européenne devra s'effectuer en collaboration avec les amis que nous comptons aux Etats-Unis et avec celle, positive et concrète, de l'URSS. Les Allemands ne doivent pas courir le risque mortel de se retrouver isolés au beau milieu d'un vide de puissance, en plein centre de notre sous-continent.

Mais pour réaliser cette utopie (utopie d'aujourd'hui = réalité demain), deux conditions essentielles doivent nous être présentes à l'esprit: 1) adopter la psychologie voulue pour supprimer les réflexes de confrontation et 2) utiliser à fond les potentialités qu'offrent les technologies modernes en matière d'options défensives, permettant une défense autonome sans qu'il ne s'avère nécessaire de recourir aux armes nucléaires tactiques.

Il faut déployer une VOLONTE...

Pour camper solidement la condition première, celle relevant de la psychologie, il faut que le peuple allemand, et les partis qui le représentent, manifestent la volonté de restaurer leur patrie. Redéployer une volonté implique de se rendre fort, intérieurement et extérieurement, contre toutes les tentatives de séduction avancées par la guerre psychologique, élaborée, elle, il y a 2500 ans par ce grand misanthrope

que fut le Général chinois SUN-TSEU, vivant au temps de Confucius. Si ce dernier visait à asseoir une théorie morale, axée sur l'équilibre de l'âme et la clarification des concepts en vue d'une plus haute élévation spirituelle, SUN-TSEU enseignait, lui, qu'il fallait répandre une éthique radicalement autre dans les rangs de ses adversaires: propager le déséquilibre spirituel et psychique en éradiquant toute vision du monde cohérente. Si l'on applique correctement à l'encontre de ses ennemis les préceptes enseignés jadis par SUN-TSEU, ceux-ci devront opérer quatre renoncements: le renoncement à la vérité (historique), le renoncement aux normes de comportement valables pour les peuples qui veulent marquer l'histoire, le renoncement aux enseignements de l'histoire nationale et, enfin, le renoncement au courage politique. (N'a-t-on pas appliqué les préceptes de SUN-TSEU à l'Europe? NDT).

Les techniques modernes permettent des options défensives

La volonté de créer une défense autonome au sein d'une alliance militaire quelconque implique une réelle concorde entre la population et ses soldats, condition incontournable pour qu'en cas d'urgence le peuple tout entier se dresse courageusement contre l'ennemi et lui offre une résistance aussi sérieuse que redoutable et dissuasive. Aujourd'hui, en Allemagne, cette concorde est absente car les structures militaires actuelles n'offrent au peuple et à son armée que la perspective d'une auto-destruction totale au profit de tiers.



Ci-contre, usine de F-16 aux Etats-Unis. Les Etats européens de l'OTAN, tels la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège et l'Espagne, dépendent entièrement de l'aéronautique militaire américaine. Mais les F-16 livrés aux Européens ont des performances nettement moindres que ceux livrés à l'US Air Force et à l'aviation israëlienne... Une bonne raison pour réclamer une émancipation totale.

Pour réaliser notre première étape, c'est-à-dire le renforcement de la défense avancée de l'Alliance, il faut envisager d'équiper nos armées de systèmes défensifs modernes basés sur les nouvelles technologies. C'est d'ailleurs ce que prévoyait, en 1985, le Livre Blanc du Gouvernement Fédéral.

Grâce à nos recherches, soutenues par l'industrie allemande, nous pouvons désormais affirmer que les technologies défensives sont plus efficaces et n'entraînent pas un coût global beaucoup plus élevé que celui des armements conventionnels.

Le "saut quantique" que représentent les nouveaux systèmes défensifs non atomiques réside dans le développement des microprocesseurs et des senseurs et dans le renforcement de la puissance de frappe des armes défensives. Ce saut qualitatif correspond plus ou moins au saut qualitatif qu'a représenté l'utilisation du char comme arme opérative au cours de la seconde guerre mondiale. Ces nouvelles technologies, si elles sont englobées à temps dans les structures opératives et tactiques d'une armée vouée à la défensive, peuvent s'avérer redoutablement efficaces. Elles permettent à un tir massif de défense de bloquer tout espèce de mouvement.

Les transformations décisives apportées par les nouvelles technologies se repèrent surtout dans les domaines suivants:
- Reconnaissance;
- Communications;
- Systèmes de défense contre les chars, l'infanterie, l'artillerie et les avions.

Grâce à l'utilisation des nouvelles techniques de micro-processeurs et de senseurs, tout attaquant peut être repéré par des moyens fonctionnant sans hommes. Des systèmes de senseurs peuvent être judicieusement dispersés sur le terrain, y être camouflés et déployés de manière à former un "maillage". Ils peuvent ainsi repérer n'importe quel agresseur sans coût élevé et sans danger pour les soldats de la nation agressée. Par un système de communication couplé à ce "maillage" de senseurs, l'armée des défenseurs peut guider son tir avec une précision rigoureuse et transmettre ordres et rapports à une vitesse remarquable.

Les missiles de défense anti-chars, les obus d'artillerie conventionnels ou les mines que doit déployer toute défense avancée pourront alors jouer avec une plus redoutable précision encore et détruire, avec une puissance de frappe concentrée à bon escient, les objectifs blindés, l'artillerie, les formations d'infanterie, les QG divisionnaires et les installations logistiques. On a ainsi pu calculer qu'une brigade de chasse équipée de tels matériels, pouvait annihiler deux divisions de chars attaquant de concert, leur infligeant au moins 40% de destructions totales dans le réseau de la défense frontalière immédiate. En outre, les assaillis peuvent éviter leur annihilation par le feu massif de l'artillerie attaquante, même si celle-ci déverse quelque 40.000 obus sur le front de 20 km, assigné généralement à une brigade. A ce moment de la bataille, les armes informatisées et les senseurs déployés en troisième ligne entrent en action. Les défenseurs peuvent alors aisément se fondre dans les entrelacs de leur "maillage" et se protéger en attendant la riposte de leur propre artillerie. Ainsi, la concentration de forces que doit aligner tout agresseur devient automatiquement la cause même de son annihilation.

Ce type de défense hyper-moderne convient particulièrement bien aux zones densément boisées et couvertes (comme le Balcon thuringien, le Haut-Palatinat et la Forêt bavaroise), sur lesquelles peuvent s'organiser des "maillages" ancrés dans les réalités locales et défendus par une plus grande proportion de réservistes (armées authentiquement populaires!) que dans les systèmes de défense conventionnels actuels. En tenant compte du coût initial et des résultats obtenus, l'effet de la puissance de feu peut se voir multiplié par six, par rapport au système de défense actuellement mis en oeuvre par l'OTAN. Dans l'optique de notre "première étape", l'adoption de telles mesures défensives, particulièrement efficaces, dissuaderait à coup sûr les forces du Pacte de Varsovie d'attaquer le territoire couvert par l'OTAN avec leurs quelque 20.000 chars. L'entreprise serait vouée à l'échec. Et cette perspective obligerait ipso facto ce même Pacte de Varsovie à adopter à son tour les options défensives que nous préconisons.

Les options défensives rendent la guerre impossible

Après avoir étudié les possibilités offertes par ses nouvelles technologies, j'ai, de concert avec le Colonel e.r. Otto BUCHHORN, élaboré mon concept de "Raumdeckende Verteidigung" (= défense couvrant la totalité de l'espace) et résumé mes thèses comme suit:

Les objectifs d'un nouveau plan de défense seraient les suivants: la défense de la zone frontalière de l'Alliance en Europe Centrale doit être renforcée par l'adoption de système d'armement non atomiques, de façon à ce que l'on puisse renoncer à l'utilisation d'armes de théâtre tactiques/nucléaires. Les systèmes d'armements nucléaires montés sur navires, sous-marins ou avions doivent normalement suffire pour contrer tout chantage nucléaire. La protection de la population et du territoire, tant à l'avant du front qu'à l'arrière, doit être renforcée et rendue plus efficace qu'aujourd'hui, indépendamment des formes conflictuelles (nucléaires ou non nucléaires) qui pourraient survenir.

Grâce aux options défensives, imbriquées dans un réseau à la fois militaire et civil, nos nations pourront annuler les menaces qui pèsent sur elles et, ainsi, favoriser toutes les entreprises qui visent à créer la confiance et le dialogue inter-européens, rendre possibles de réelles négociations relatives au désarmement et, surtout, obtenir de nos populations un solide consensus en matière d'organisation de la défense. Il faut abandonner toute logique de "Guerre Froide" et refuser de planifier toute espèce d'invasion du territoire contrôlé par

le Pacte de Varsovie. De toute façon, nos options défensives rendent une telle opération impossible. Mais, bien sûr, nous attendons des puissances signatrices du Pacte de Varsovie, qu'elles adoptent, elles aussi, des options défensives.

Les critères de base pour réaliser ce nouveau plan sont les suivants:
* Empêcher la guerre en renforçant les capacités défensives de l'Alliance;
* Améliorer le rendement des troupes en renforçant la coordination entre les "barrières de feu opératives" (unités bouclier) et les contre-attaques (unités épée), ce qui permettrait de sextupler la puissance de feu par rapport au système actuel;
* Utiliser les nouvelles technologies défensives, en sachant bien qu'elles modifient considérablement les aspects du combat: les tirs de barrage reçoivent la préséance par rapport au mouvement, tout en conférant à la défense des avantages par rapport à l'attaque;
* Trouver le moyen d'éviter l'utilisation des armes nucléaires de théâtre en mettant en exergue les capacités supérieures des armements non-atomiques défensifs;
* Prendre en compte le fait que le Pacte de Varsovie peut encore aujourd'hui exercer une pression politique, en déployant ses forces conventionnelles supérieures en nombre;
* Développer une nouvelle doctrine opérative, selon laquelle les défenseurs pourront, dans la zone frontalière elle-même, obliger tout agresseur à la concentration, l'enfermer dans les "mailles" du filet défensif, le chasser ou l'annihiler grâce aux tirs de barrages (tâche des unités bouclier), pour permettre, dans un deuxième temps, aux brigades de chars (unités épée), jusque là tenues en réserve, de procéder à une contre-attaque en vue de reconquérir le terrain préalablement perdu au profit de l'agresseur. Avec une telle doctrine, il devient possible d'asseoir une défense avancée dans un espace frontalier large d'une quarantaine de km, ce qui, dans la stratégie choisie aujourd'hui, serait impossible;
* Constituer un meilleur "management" de crise permettant des processus de décision politique plus rapides et mettre sur pied un solide réseau de communications;
* Développer de manière nettement plus efficace les moyens de reconnaissance (senseurs, réseaux, etc.), créer des unités de réserves valables, permettre la mobilisation et l'instruction sur le terrain, ce qui signifie corollairement une limitation sans danger du volume des forces armées en temps de paix, tout en se réservant la possibilité d'aligner davantage d'unités de valeur en cas d'urgence grâce à une meilleure intégration des réservistes;
* La doctrine opérative permet également de limiter les budgets actuellement réservés aux matériels lourds (chars, avions, navires de gros tonnage, etc.) au profit de l'acquisition de nouveaux systèmes de défense au prix plus modique à l'unité et à l'entretien moins onéreux;
* Assurer une meilleure coordination entre les institutions politiques, civiles et militaires, de façon à mettre sur pied un réseau de sécurité homogène;
* Assurer une meilleure protection de la population civile dans les "zones non défendues" et organiser le ravitaillement au sein des "maillages";
* Assurer la défense en profondeur de l'espace territorial par l'organisation de "milices de réservistes", chargées de défendre le territoire, et par la création d'une défense civile crédible; ces institutions devront lutter contre les actions subversives et contre d'éventuelles opérations aéroportées.

En résumé...

La stabilité politique, à l'échelle internationale, de nos peuples se voit menacée, aujourd'hui, par les causes suivantes:
- L'illusion qui veut que les menaces réciproques, impliquant l'usage de moyens nucléaires de destructions massives, maintiennent la paix.
- Le danger croissant qui menace l'Europe Centrale à cause des menaces que s'adressent continuellement les deux super-puissances.
- Le peu de chances que nous laisseron les dernières rencontres de Genève pour résoudre la question du désarmement nucléaire ou pour adopter les options défensives de part et d'autre du Rideau de Fer.

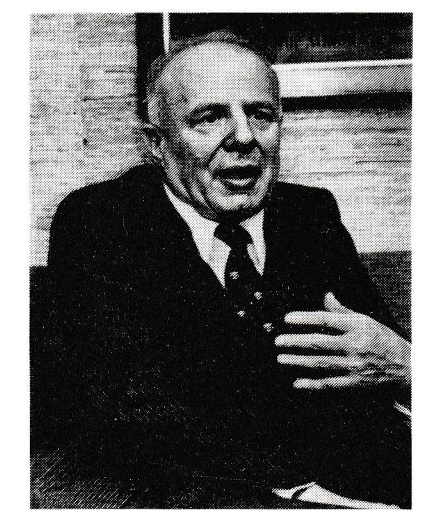
Au vu de ces faits, nous pouvons dresser le bilan politique suivant:
- Les Etats-Unis ne pourront ni ne voudront plus porter le poids principal de la défense en Europe Centrale.
- L'URSS devra à long terme trouver une solution politique globale qui lui permettra de promouvoir son développement économique interne et de diminuer les tensions qui règnent dans les Etats du Pacte de Varsovie qu'elle tient sous son contrôle.
- L'intérêt commun des Etats-Unis et de l'URSS consiste, bon gré mal gré, à promouvoir la détente en Europe Centrale, de façon à ce que ces deux puissances puissent résoudre les problèmes économiques et politico-diplomatiques qui ont surgi dans d'autres zones où règne leur influence (l'URSS en Asie, les Etats-Unis en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique).
- Les peuples dominés et domestiqués par les blocs en Europe Centrale pourront chercher ou retrouver un mode d'action diplomatique commun, correspondant à leurs intérêts vitaux.
- La question allemande, jusqu'ici sans solution, est en réalité LA question cruciale dans l'éventuel élargissement de notre liberté d'action d'Européens. Non résolue, cette question allemande constitue une source de conflit explosive, rendant impossible le maintien d'une stabilité cohérente en Europe Centrale.
- Les questions ethniques qui troublent l'harmonie des Etats-Nations en Europe, tant à l'Est qu'à l'Ouest, doivent trouver une solution.
- Les développements révolutionnaires des technologies, impliquant une transformation radicale des structures industrielles et sociales, ne peuvent être rentables que dans un espace géopolitique élargi, qui siéra au progrès matériel et moral de nos peuples. Une telle harmonie, postulée par les défis technologiques, demeure impossible dans la situation actuelle.
- Les menaces écologiques ne connaissent pas le Rideau de Fer et mettent en danger tous les peuples européens (de l'Est comme de l'Ouest). Il convient dès lors de prendre ensemble des mesures pour l'avenir (Tchernobyl!! ndlr).

Ce n'est qu'en pesant intelligemment le pour et le contre, qu'en cherchant une solution politique bien balancée, qu'en adoptant les options défensives que nous assurerons notre sécurité et notre avenir, que nous équilibrerons nos intérêts mutuels ou divergents et que nous trouverons une paix qui nous ouvrira de riches perspectives.

Generalmajor a.D. Jochen LÖSER.

Le Général Kiessling pour la Doctrine Harmel

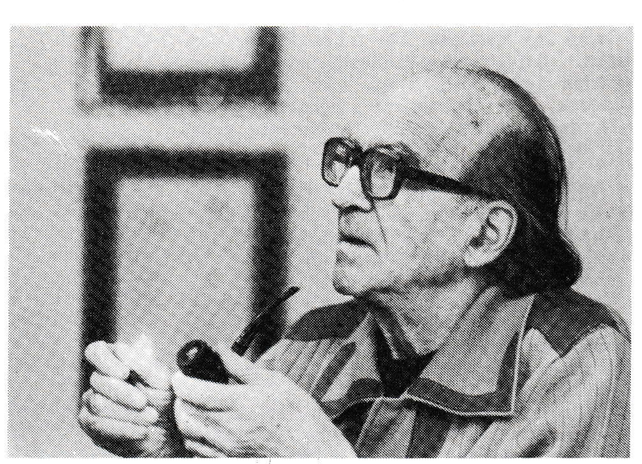
Vedette malheureuse d'un scandale orchestré vraisemblablement par les "puristes" de l'OTAN en décembre 1984, le Général ouest-allemand Günter KIESSLING a été chassé de la Bundeswehr. Motif officiel: homosexualité. Motif réel: l'officier allemand avait marqué son désaccord avec la Doctrine Rodgers, qui envisageait de transformer le centre de notre continent en champs de bataille nucléaire... Depuis quelques mois, KIESSLING a repris la parole et rappelle la Doctrine de Détente préconisée jadis par le Ministre belge Pierre HARMEL. Notre collaborateur Serge HERREMANS, dans le sillage de notre intérêt pour cette même Doctrine HARMEL (Cf. *Vouloir* n°23/24), résume ici deux articles de KIESSLING récemment parus dans la presse nationaliste allemande.



Vous souvenez-vous du Général Günter KIESSLING? De cet officier supérieur de la Bundeswehr qui, de 1982 à 1984, a représenté la RFA auprès du commandant suprême de l'OTAN en Europe (SACEUR)? Limogé à la suite d'une cabale l'accusant d'homosexualité, ce général à quatre étoiles a été réhabilité par le Ministère de la Défense de Bonn mais n'a pas réintégré ses fonctions. Des "mauvaises langues" (?) disaient, à l'époque où le scandale mobilisait la une des quotidiens, que cet officier déplaisait à l'entourage de l'Américain ROGERS et, plus particulièrement, à l'épouse "autoritaire" de ce dernier... Ces can-can dignes de la plus misérable des basse-cours cachaient et cachent toujours des problèmes politiques plus fondamentaux. L'OTAN est un système colonial, où seul le centre américain décide. L'éviction de KIESSLING est un épiphénomène spectaculaire et médiatisable du refus américain de laisser aux Européens la moindre initiative originale, fussent-ils, comme les Allemands, capables d'aligner, en Europe, la plus puissante armée conventionnelle de l'ensemble atlantiste. Cette année, le Général KIESSLING a décidé de rompre le

suite page 10

Hommage à Mircea Eliade (1907-1986)

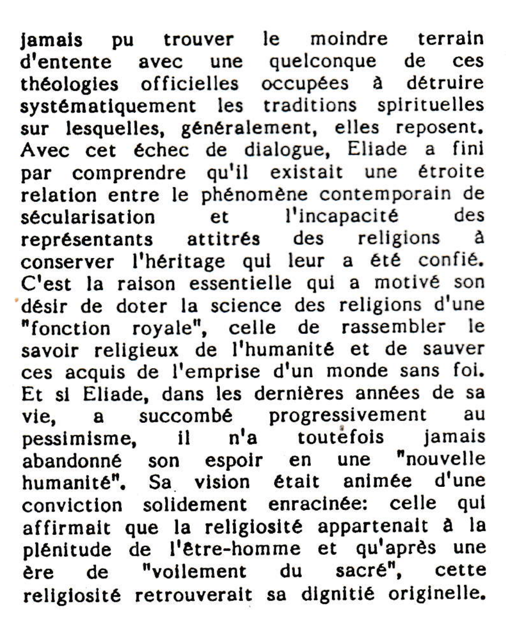


Ci-contre, Mircea Eliade, une existence consacrée entièrement à l'histoire des religions. Le secret du génie éliadien: considérer toute manifestation religieuse comme une hiérophanie originale du divin.

Le 22 avril de cette année, Mircea Eliade est décédé à Chicago, à l'âge de 79 ans. Cet homme était un intemporel qui prétendait appartenir à "l'avant-garde de l'humanité de demain et d'après-demain". C'était aussi un talent à facettes multiples, à l'aise aussi bien dans la sphère des belles lettres que dans le domaine rigoureux de la philosophie. Mais il était essentiellement un observateur scientifique des religions de l'humanité. Né à Bucarest en 1907 dans une famille d'officiers et de fonctionnaires, Mircea Eliade a servi pendant quelques temps son pays dans la diplomatie. S'il n'a pas suivi la tradition familiale, c'est partiellement à cause de la prise du pouvoir par les communistes en Roumanie et c'est surtout la conséquence de ses dons particuliers.

Parmi les impressions premières qui ont d'emblée déterminé la pensée de Mircea Eliade, il y a la profonde religiosité paysanne de sa patrie. Là, des traditions cultuelles immémoriales se mêlaient au christianisme, générant ainsi un syncrétisme créateur qui n'a jamais cessé de fasciner Eliade. A cette expérience existentielle première se superposèrent les souvenirs d'un voyage aux Indes, entrepris lors de sa vingt-et-unième année. Eliade a étudié à l'Université de Calcutta puis s'est penché sur la spiritualité archaïque de cet immense pays, spiritualité richissime que lui ont communiqué très directement des maîtres de Yoga dans l'Himalaya. Le savoir qu'il enmagasine alors là-bas a servi de matériau pour sa thèse sur le "Yoga", dont la version française de 1936 a consacré sa renommée scientifique au-delà des frontières roumaines. Dès cet ouvrage, nous découvrons déjà toutes les méthodes d'investigation et les présupposés de la démarche éliadienne, qui seront exploités et systématisés dans les travaux ultérieurs. Eliade a toujours eu le souci d'éviter deux écueils qui guettent inmanquablement la science qui prend les religions comme objets de ses recherches: soit s'essayer au déploiement d'une crypto-théologie soit ne pas prendre trop au sérieux les objets mêmes de l'investigation. Il a échappé à ces deux difficultés grâce à sa "saisie morphologique". Eliade laisse à tout phénomène religieux sa dignité propre, car il considère chacun d'eux comme une "hiérophanie" originale, sans pour autant renoncer à un principe organisateur, qu'il appelait soit la "sur-historicité" soit la "non-historicité de la vie religieuse". Il voyait, à l'instar de son prédécesseur Rudolf OTTO, le "sacré" comme un "tout autre", comme une catégorie indépendante, comme une grandeur non déduisible d'une grandeur supérieure. Ainsi, Eliade pouvait considérer chaque manifestation du sacré comme égale en valeur et en dignité, que ce soit la vénération d'une "colonne du monde" ou les danses des Soufis musulmans, la parole extatique d'un chaman sibérien ou la scholastique de Thomas d'Aquin. Dans plusieurs travaux systématiques comme "Les religions et le sacré" (1949), "Le sacré et le profane" (1957) ou dans des études plus spécialisées comme, par exemple, celle consacrée au chamanisme (1951), Eliade a brossé les grandes lignes de cette interprétation globale des phénomènes religieux.

Il est par ailleurs significatif que, dans cette quête, il soit entré en contact avec C.G. JUNG et Ernst JÜNGER mais n'ait



jamais pu trouver le moindre terrain d'entente avec une quelconque de ces théologies officielles occupées à détruire systématiquement les traditions spirituelles sur lesquelles, généralement, elles reposent. Avec cet échec de dialogue, Eliade a fini par comprendre qu'il existait une étroite relation entre le phénomène contemporain de sécularisation et l'incapacité des représentants attitrés des religions à conserver l'héritage qui leur a été confié. C'est la raison essentielle qui a motivé son désir de doter la science des religions d'une "fonction royale", celle de rassembler le savoir religieux de l'humanité et de sauver ces acquis de l'emprise d'un monde sans foi. Et si Eliade, dans les dernières années de sa vie, a succombé progressivement au pessimisme, il n'a toutefois jamais abandonné son espoir en une "nouvelle humanité". Sa vision était animée d'une conviction solidement enracinée: celle qui affirmait que la religiosité appartenait à la plénitude de l'être-homme et qu'après une ère de "voilement du sacré", cette religiosité retrouverait sa dignitié originelle.

L'image qu'Eliade se donnait de l'avenir montrait une profonde analogie avec les formes propres aux cultures traditionnelles et à leur mode de croyance. L'impression qui demeure en Eliade, après qu'il ait existentiellement approché le "christianisme cosmique" des paysans roumains et la spiritualité de l'Inde, c'est une solide et inébranlable confiance, une confiance qui sait que l'on peut réactiver le "mythe de l'éternel retour". Cette confiance est aussi un rêve, celui qui voit un nouveau retour de l'homme dans le cycle que sempiternellement l'histoire détruit pour, ensuite et sans cesse, ré-inaugurer de nouveaux com-mencements, où la nature et le sacré se voient restaurés et réunis.

La part apportée par la Roumanie à l'histoire spirituelle européenne est encore largement méconnue. Mircea Eliade, qui a passé plus de la moitié de sa vie en exil en France ou aux Etats-Unis, doit être considéré pourtant comme un des représentants les plus originaux, les plus profonds et les plus féconds de ce paysage intellectuel roumain si peu exploré. En tant que professeur d'histoire des religions à l'Université de Chicago, il a marqué du sceau de son esprit des générations et des générations d'étudiants. Après sa mort, ses livres nous lèguent un colossal testament spirituel. Un testament, un héritage, pourtant encore incomplet quand on sait que son Opus Magnus, "L'Histoire des idées religieuses" commencée en 1976, demeure inachevé. Souvenons-nous comment le journal "Le Monde" a annoncé la mort d'Eliade: en titrant "Le philosophe du sacré est mort".

Karlheinz WEISSMANN.

Bibliographie

Nous donnons ici, pour nos lecteurs encore peu familiarisés avec la pensée de Mircea Eliade, une bibliographie très sommaire, ne reprenant que quelques titres parus "en poche":

1) ME, Le mythe de l'éternel retour, Gallimard, Idées, n°191.
2) ME, Le sacré et le profane, Gallimard, Idées, n°76.
3) ME, Aspects du mythe, Gallimard, Idées, n°32.
4) ME, La nostalgie des origines, Gallimard, Idées, n°397.
5) ME, Traité d'histoire des religions, Payot, PBP, n°312.
6) ME, Images et symboles, essais sur le symbolisme magico-religieux (avant-propos de Georges Dumézil), Gallimard, Coll. TEL, n°44.
7) CAHIERS DE L'HERNE, Mircea Eliade, Le Livre de Poche, coll. biblio/essais, n°4033. Textes de J. Riès, G. Dumézil, G. Durand, E.M. Cioran, etc. etc.

Europe, Tiers monde, même combat

à propos du dernier livre d'Alain de Benoist

Alain de BENOIST a perturbé le ronron confortable des "tiers-mondistes" parisiens professionnels en publiant en avril dernier son ouvrage "Europe, Tiers monde, même combat". Les réactions ne se sont pas faites attendre. Il y a surtout eu celle, assez révélatrice, de Jean-Paul ENTHOVEN du Nouvel Observateur, le journaliste qui, avec Thierry PFISTER du Monde, avait amorcé la campagne de l'été 1979 qui, elle, avait révélé au public l'existence de cette "Nouvelle Droite", véhiculée essentiellement par l'association GRECE. Dans un article de son hebdomadaire en date du 25 avril 1986, ENTHOVEN dissimulait mal sa colère et son dépit: comment est-il possible, en effet, que le "pape" de la Nouvelle Droite se pose comme "tiers-mondiste", alors que cette étiquette, selon le très conformiste journaliste du Nouvel Obs', ne sied qu'à des hommes de "gauche" (ou réputés tels)...?

Pour ENTHOVEN, le diable, c'est le credo différentialiste affirmé depuis quelques lustres par de BENOIST, conjointement d'ailleurs à toute une gauche intellectuelle qui critiquait à juste titre les prétentions à l'universalité des idéologies occidentales, libérales en économie et chrétiennes dans leurs slogans. De BENOIST raisonne -et ENTHOVEN le souligne la rage au coeur- dans le sillage de Claude LEVI-STRAUSS et de son éloge philosophique de la diversité et de Régis DEBRAY, devenu, avec "La puissance et les rêves" (1984; Cf. Vouloir no.5) et "Les Empires contre l'Europe" (1985; Cf. Vouloir no. 15/16), un vigoureux théoricien de la Realpolitik. Cette convergence entre penseurs venus d'horizons très différents, ENTHOVEN ne la supporte pas et écrit en conséquence: "On aimerait que ces esprits éminents déclinent publiquement l'hommage qui leur est ainsi rendu". Phrase qui fait sourire. Phrase naïve. Phrase de demi-solde d'une cause finalement perdue. Perdue non pas encore hic et nunc, puisque des phénomènes comme le néo-libéralisme, le recentrage atlantiste des diplomaties européennes et la reconversion des anciens gauchistes en défenseurs de l'individualisme libéral-bourgeois donnent une nouvelle vigueur à l'occidentalisme dans les médias, mais perdue sur le plan anticipateur de la réflexion intellectuelle, parce que ces modes médiatiques ne sont qu'un recul passager, dicté par un effroi d'avoir à tirer les conséquences d'une exploration minutieuse de l'humain. ENTHOVEN avoue l'impuissance de ses a priori et se jette en quelque sorte à l'eau: "Et s'il fallait choisir entre un humanisme "américano-centré" et une éthique sud-africaine, qui hésitera?". Car bien sûr, ENTHOVEN doit recourir au tour de passe-passe banal et usé qui cherche à imposer l'équation "différentialisme = apartheid". Hélas pour lui, la réalité fait fi de cette petite équation trop rassurante, de cet ectoplasme partisan, de cette petite tirade qui n'effraie que quelques naïves trop fardées des cafés parisiens qu'il fréquente.

Certes, Alain de BENOIST, étudiant, a fait ses premières armes en politique à "Europe Action", mouvement de droite musclé, peu soucieux d'analyser les réalités extra-européennes et fort des ressentiments d'une génération qui voyait s'effondrer les empires coloniaux. Vingt ou vingt-cinq après cet engagement d'adolescent, Alain de BENOIST est-il obligé d'en rester à cette analyse? N'a-t-il pas le droit de faire son "auto-critique", d'appliquer à lui-même cette vertu maoïste? Et de renier les extrémismes qu'il a pu côtoyer?

Le souvenir de Moeller van den Bruck?

Dans le processus d'auto-critique que de BENOIST s'est sans doute administré, une lecture semble avoir été fondamentale: celle du publiciste et écrivain allemand Arthur MOELLER van den BRUCK (1876-1925). Issu des milieux de droite, des salons littéraires conservateurs et "dandy", MOELLER van den BRUCK deviendra un des défenseurs acharnés, sous Weimar, du droit des peuples opprimés. Autre similitude entre MOELLER van den BRUCK et de BENOIST: leur attitude commune à l'égard de la notion de démocratie. Critique au départ, leur analyse de la démocratie débouche sur une valorisation des caractères organiques et collectifs de la démocratie, diamétralement opposés au libéralisme mécaniste et individualiste (Cf. Denis GOELDEL, "Moeller van den Bruck (1876-1925), un nationaliste contre la révolution", Peter Lang, Berne, 1984 et Alain de BENOIST, "Démocratie: le problème", Le Labyrinthe, Paris, 1985).

Le goût prononcé de de BENOIST pour les débats de Weimar, goût partagé par bon nombre d'intellectuels français et italiens, lui a fait découvrir, chez les conservateurs avec qui il a de solides affinités esthétiques, les bases d'un tiers-mondisme original. Avec de BENOIST, le corpus doctrinal qui est à la base de l'actuel GRECE est passé d'une analyse positive voire a-critique du "syndrome occidental" (le rationalisme, l'empirisme, l'empirisme logique, la sociologie de Max Weber, etc.) à une critique très négative de l'occidentalisme libéral, individualiste et négateur de tous les holismes. Sur le plan strictement médiatique, cela a signifié, pour l'auteur de "Vu de droite" (1978), un isolement croissant, après le passage dans la presse de BOURGINE ("Valeurs actuelles" et "Le spectacle du monde"; cf. à ce propos: Michel JAMET, L'alternative libérale, Paris, La Table Ronde, 1986,) et au "Figaro Magazine" de Louis PAUWELS. L'organicisme, l'anti-libéralisme et le tiers mondisme de de BENOIST lui ont apporté un ostracisme de la part des milieux de la droite "extrémiste-libérale", sans pour autant être accueilli dans certains milieux de gauche, passés, comme le dit si bien Guy HOCQUENGHEM, "du col Mao au Rotary".

Le livre de de BENOIST se compose de six chapitres. Les deux premiers sont consacrés à la genèse de la question et reprennent un dossier paru naguère dans "Eléments" (no. 48-49). La démarche de de BENOIST est récapitulative: décennie par décennie, il examine qui et quelles formations politiques ont préconisé, soutenu et réalisé le colonialisme. Majoritairement, il faut désormais le reconnaître, ce sont les forces dites de "gauche", soucieuses d'apporter au monde non européen les bienfaits du "progrès" et de biffer dans l'âme de toutes les nations les résidus d'obscurantisme, c'est-à-dire tout ce qui est différent de la synthèse judéo-chrétienne. A droite, Vichy reprendra à son compte le mirage colonialiste par compensation vis-à-vis de l'humiliante défaite de juin 1940.

Quand Mitterand et Le Pen étaient alliés...

Après la guerre, dès que les premiers troubles surviennent à Alger, rappelle de BENOIST, le PCF dénonce les patriotes algériens comme des "fascistes" ou des "agents hitlériens". Les gouvernements socialistes de la IVème République autorisent l'usage de la torture, donnent leur blanc seing à l'exercice d'une répression sauvage. MITTERAND ne se déclare pas adversaire de la peine de mort, quand des militants algériens sont traînés à la guillotine en 1957... Pour lui, il n'y a alors qu'une seule nation des Flandres au Congo... Avec Jean-Marie LE PEN, alors député poujadiste, il

Des Mercédès pour la bourgeoisie africaine; la famine pour les peuples!





vote pour l'intervention à Suez d'octobre 1956, afin de punir le nationalisme de NASSER. Eventail de faits que de BENOIST a le mérite de rappeler aux donneurs de leçons à la ENTHOVEN, qui, bien sûr, auraient bien du mal à concilier leur actuel mitterandisme pro-occidental avec leurs discours anti-colonialistes de l'ère post-soixante-huitarde et avec leurs déclamations soi-disant anti-racistes, assorties d'un soutien fiévreux aux entreprises niaises d'un Harlem DESIR.

Ce n'est qu'au début des années soixante que certains milieux de gauche, non inféodés au PCF tricolore et colonialiste, amorcent une réflexion innovatrice sur la base, notamment, du célèbre ouvrage de l'Antillais Frantz FANON, "Les damnés de la Terre". Les cénacles existentialistes regroupés autour de SARTRE en appellent alors à la rébellion militaire et constituent le réservoir des fameux "porteurs de valise" du FLN. L'anti-colonialisme militant de la gauche était né, mais avec une coloration masochiste navrante, qui allait irriter et agacer les jeunes gens de droite qui idéalisaient l'armée et le corps des "paras". D'où la réputation de "colonialistes" que leurs mouvements, cénacles et groupuscules allaient acquérir.

Dans un troisième chapitre, judicieusement intitulé "Incorrigibles occidentaux", de BENOIST conclut que les Occidentaux, c'est-à-dire les adeptes du néo-christianisme universaliste et libéral, moraliste et anti-politique, chantaient avant-hier les vertus du colonialisme, hier dénonçaient les abus de ce même colonialisme et se remettent à donner aujourd'hui des leçons aux peuples du tiers monde parce que, précisément, le monde, tissu pluriel incontournable et irréductible à quelqu'unum que ce soit, n'a jamais correspondu à leurs désirs, à leurs schémas. Avant-hier, il fallait que toutes les tribus d'Afrique sachent qui était Jésus de Nazareth. Hier, il fallait leur accorder l'égalité pour qu'elles copient servilement le modèle du parlementarisme britannique (avec ses belles corruptions). Aujourd'hui, il faudrait les morigéner parce qu'elles demeurent rétives à l'encontre des modèles culturels et économiques occidentaux.

Et c'est ici que de BENOIST donne corps à son ouvrage, en expliquant brillamment les raisons de ce refus, conscient ou inconscient, du modèle économique occidental. En Occident, terre largement laïcisée, l'économie ou, plus exactement, l'économisme est ersatz de la religion et, pour répandre ses credos, procède souvent avec le même fanatisme et le même aveuglement. La vieille vision judéo-chrétienne de l'histoire, caractérisée par son schéma mono-vectoriel ponctué de "stades" homogènes pour culminer dans une ère finale où auront disparues toutes les différences et toutes les personnalités collectives, a tout simplement perdu ses ornements mythiques et théologiques et s'est incrustée dans la pensée économique. Le représentant le plus connu de cette théologie "économicisée" est l'Américain W.W. ROSTOW qui pose comme "télos" ultime de l'histoire le modèle de l'American Way of Life. Tous les peuples de la terre y accèderont un jour, prophétisait-il peu après 1945.

Dès lors, être "sous-développé", c'est tout simplement être en-deça du consumérisme effréné pratiqué irrationnellement aux Etats-Unis. Le sentiment d'être misérable par rapport aux quartiers de luxe des villes californiennes a envahi toute la planète et généré, chez les décideurs du tiers monde, une propension au mimétisme. Ces bourgeoisies autochtones déjà occidentalisées vont alors mobiliser des fonds, contracter des dettes auprès des grandes banques ou du FMI pour s'industrialiser et accéder au rêve consumériste. Pareilles politiques disloquent les tissus sociaux et ruinent la cohésion naturelle des communautés populaires. Par cette dislocation, les solidarités spontanées s'estompent et la misère progresse à grands pas. Commence alors un bien sinistre cycle...

Les endettements catastrophiques créent l'impasse, provoquent des troubles internes. Le FMI exige que soient pratiquées des mesures d'austérité (comme en Belgique!!) sous la houlette de pouvoirs spéciaux ou de dictatures. Le couplage entre les manies libertariennes du FMI et le caudillisme latino-américain s'observe au Chili de PINOCHET, où ont sévi les "Chicago Boys" de l'école de Milton FRIEDMAN, appuyés par les baïonnettes de l'armée (mais n'est-ce pas là un facteur qui fausse le déploiement de la "concurrence parfaite"?). Les résultats ont été catastrophiques...

La solution pour le tiers monde, comme pour l'Europe, c'est de pratiquer un modèle d'autarcie économique moderne, soucieux de promouvoir les forces réelles des pays non occidentaux. Et de BENOIST cite l'exemple contemporain de l'Inde qui, sur les plans agricole, industriel et militaire a acquis une assez solide autonomie.

Le dragon à qui il faut casser les reins, c'est l'ensemble des théories libérales, ersatz du fanatisme religieux chrétien. Malgré les échecs flagrants des praxis libérales, des "penseurs" continuent à soutenir mordicus qu'il n'y a pas d'autre pensée économique possible. Paradoxalement, d'anciens militants de gauche y retournent, au nom d'une vague panacée sloganesque où se mélangent le culte narcissique de l'individu, le culte puéril des mythes du cinéma américain et, enfin, un brouet rhétorique hâtif où l'on évoque beaucoup les droits de l'Homme, de l'homme abstrait s'entend... L'homme concret, lui, demeure imparfait comme la concurrence dans les pays rétifs au libéralisme... Il ne doit donc pas entrer en ligne de compte.

De BENOIST aurait cent fois pu choisir cette voie facile, économiquement rentable, dans les milieux de droite qu'il a hantés. Et aller disserter aux quatre coins de la planète dans les colloques financés par le secte Moon. Il a préféré tirer sa révérence et aller explorer un univers intellectuel, jugé jadis de "gauche", univers que n'avaient finalement ni correctement analysé ni compris ni saisi en profondeur ceux qui hantent maintenant les salons du Rotary, après avoir vendu aux puces leurs beaux vestons à col "Mao".

Jean KAERELMANS.

Alain de BENOIST, Europe, Tiers monde, même combat, Editions Robert Laffont, Paris, 1986, 251 pages, 78 FF.

Tiers Monde et Civilisation Occidentale

Rudolf WENDORFF aborde la problématique Occident/Tiers-Monde sous un angle particulièrement original. Il souligne les différences de mentalité entre les mondes occidental et non-occidental, sans pour autant garder silence sur les problèmes économiques qui affectent les pays africains et asiatiques. A la question "pourquoi le Tiers-Monde est-il sous-développé?", WENDORFF répond bien sûr que le colonialisme, l'ordre économique international, la surpopulation et l'exode massif vers les villes portent chacun une lourde responsabilité dans ce retard mais il prend soin d'ajouter à ces fléaux des facteurs politiques, religieux et psychologiques qui expliquent aussi, dans un autre registre toutefois, la non-adéquation du Tiers Monde au mental occidental.

Une non-adéquation qui engendre précisément le retard et rend difficile les démarrages économiques et l'occidentalisation/industrialisation, elle-même première étape dans l'avènement d'une société de consommation conforme aux critères du modèle américain. La démonstration de WENDORFF insiste donc sur l'importance des facteurs non économiques, c'est-à-dire des traits de civilisation. En ce sens, elle se démarque des schémas explicatifs "économistes" propres aux théories libérales et marxistes. Mais elle trahit aussi une volonté d'amener les peuples du Tiers Monde à adopter des éléments du "syndrome occidental", pour participer à l'ordre économique planétaire libéral. WENDORFF est en somme à cheval sur deux démarches: d'un côté, il sait quelles potentialités et quelles richesses sociales et humaines les cultures non occidentales recèlent et, de l'autre, sa foi occidentale -certes édulcorée- en la nécessité d'un "progrès" en direction du consumérisme, le conduit à demander aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine de modifier leurs comportements de manière à pouvoir "bénéficier" des gâteries de la consommation.

Comment s'articule intellectuellement la démarche de WENDORFF? Il faut savoir que le premier ouvrage de l'auteur portait sur une analyse de la "conscience du temps" dans la civilisation occidentale, depuis les Grecs d'Asie Mineure jusqu'à nos jours, en insistant bien sur l'ère rationaliste. Le "dynamisme" conquérant de l'Occident est le produit de cette saisie conceptuelle unique du facteur temps. WENDORFF rejoint par là l'analyse du grand sociologue allemand du début de ce siècle: Max WEBER.

Le dynamisme économique occidental, européen et nord-américain, découle donc d'une approche particulière du facteur "temps". Approche qui, sur le plan pratique, se traduit par une organisation rigoureuse des horaires et par un découpage rationnel du temps. Cette segmentation du temps permet l'essor industriel: elle est le moteur de la vie à l'occidentale, affirme WENDORFF. Les Européens et les Nord-Américains tirent leur supériorité économique de la synchronisation de leurs activités, d'un sens aigu de la continuité (tout a causes et effets), d'une capacité de précision (mesures et contrôles rigoureux) et, enfin, d'une dynamique qui permet la concurrence.

Au sein des cultures non occidentales, les masses rurales et urbaines n'ont pas encore accédé à cette saisie du temps et s'avèrent ainsi incapables de mettre en branle une réelle dynamique industrielle. Les autorités politiques ont souvent conscience de cette lacune et veillent à instruire leurs populations dans le sens de l'adoption du temps occidental. La diffusion à grande échelle des montres et horloges accentue cette mise au diapason; ainsi, en Arabie Saoudite, de grandes horloges ornent places publiques et salles de travail. Un responsable saoudien déclare: "Nous devons driller nos

Suite page 11

Le TRIOMPHE, fondement du politique?

Le professeur Walter LEISNER est encore totalement inconnu dans l'espace linguistique francophone. Son oeuvre magistrale en politologie n'a, à notre connaissance, jamais encore été ni évoquée ni a fortiori traduite. Puisse cette première évocation de ses ouvrages amorcer un intérêt pour ce travail capital. De quoi se compose-t-il? Essentiellement d'une critique de la démocratie telle que nous la vivons aujourd'hui. En 1979, LEISNER publiait à Berlin "Demokratie. Selbstzerstörung einer Staatsform?" (= Démocratie. Auto-destruction d'une forme d'Etat?), livre qui s'interrogeait sur le type de légitimité que représente la démocratie parlementaire actuelle. L'année suivante, en 1980, LEISNER approfondissait sa critique en publiant "Der Gleichheitsstaat. Macht durch Nivellierung" (= L'Etat égalitaire. Le pouvoir par le nivellement). Dans ce deuxième livre, il démontrait que le règne de l'égalité, basée sur l'espoir de voir disparaître toute trace de pouvoir, menait non pas à la destruction du pouvoir mais, au contraire, à son renforcement quasi illimité. En 1982, LEISNER frappait un troisième coup, en sortant "Die Demokratische Anarchie. Verlust der Ordnung als Staatsprinzip?" (= L'anarchie démocratique. Perte de l'ordre comme principe d'Etat?), livre où il s'interrogeait sur l'idéologie démocratique qui recèle en elle les ferments de destruction de tout type d'ordre durable. En 1983, LEISNER abordait un sujet encore plus délicat dans son quatrième livre, "Der Führer. Persönliche Gewalt - Staatsrettung oder Staatsdämmerung?" (= Le Führer. Pouvoir personnel: bouée de sauvetage pour l'Etat ou déclin de l'Etat?). Dans l'introduction, LEISNER écrivait: "Au nom de l'anti-fascisme, nombreux sont ceux qui veulent expurger le droit politique et la praxis politique de toute dimension "personnelle". Ils voient dans la fin de la "directivité" (Führung) l'avènement final du règne (Reich) des normes et des institutions, des procédés et des mécanismes juridiques. Si la fin de ce siècle pouvait nous apporter, avec le déclin des Führer et de la directivité (Führung), la fin de la domination de l'homme par l'homme, alors toutes les souffrances endurées dans un passé récent n'auraient-elles pas valu la chandelle, ne seraient-elles pas exemplatives pour les innombrables générations à venir? Tel est effectivement l'espoir des démocrates radicaux, de tous ceux qui veulent placer la volonté individuelle de chaque homme sous la régence de la volonté collective incarnée par les normes et les majorités. Pour ces démocrates radicaux, il n'existe que la collectivité ou la liberté, sans cette troisième alternative qui serait la personnalité couplée à sa volonté politique. L'objectif de ces quelques chapitres est de chercher à savoir si tel est bien la grande vérité de l'avenir, si le pouvoir ne vient en dernière instance que des "systèmes" ou s'il dérive bel et bien d'un nombre difficilement déterminable d'individus qui, par le truchement de leurs votes ou de leurs souhaits collectifs, transforment l'homme lui-même en système? Mon objectif, enfin, est également de chercher à savoir si autre chose demeurera quand même, envers et contre les voeux des idéologies dominantes: une volonté individuelle qui, en tant que telle, pourra modifier les mondes du politique..."

En 1985, dans un cinquième volume, LEISNER aborde un aspect du politique sous un angle nettement moins "critique". Les quatre livres qu'il avait publiés de 1979 à 1983, avaient tous constaté finalement que l'agir politique, quelqu'il soit, était essentiellement motivé par la volonté de bâtir un "ordre durable", d'ouvrir une ère nouvelle. Tout sens de l'Etat, de la chose publique, marqué d'une quelconque grandeur, postule une attitude de base: celle du triomphe. Triomphe ayant ici son vieux sens romain, c'est-à-dire le sens, le sentiment, l'idée du succès et de la réussite historiques. L'existence d'une communauté politique comprend inmanquablement cette dimension "triomphale" et il importe, ajoute LEISNER, de retrouver ce sens du "triomphe" politique dans la RFA actuelle, toutefois dans des formes, des expressions adaptées à notre temps.



Une des raisons pour oublier l'élément "triomphe" dans le politique: les parades du IIIème Reich. Le Professeur Leisner nous invite à une réflexion fructueuse ayant pour objet le "triomphe" comme canalisation et ritualisation du tumulte de l'histoire.

Une nostalgie politique anime sourdement l'Europe actuelle, malgré le Zeitgeist: celle d'un ordre "grand et durable", dépassant la simple gestion pragmatique de la convivialité démocratique et libérale. En langue allemande, la dénomination d'un tel ordre politique, marqué du sceau de la durée, déterminé par l'adhésion à la fois raisonnable et sentimentale de tous, s'appelle le Reich. Et ce concept, où se retrouve la racine indo-européenne "reg-" (droite, règle, direction, régence), a acquis en Allemagne, à cause des vicissitudes historiques du XXème siècle et à cause de l'effondrement du IIIème Reich, une connotation négative, couplée à des sentiments de culpabilité, d'amertume et de fatalité malheureuse. Au-delà de ces mauvais souvenirs, estime LEISNER, les Allemands d'aujourd'hui doivent poursuivre leur quête d'un ordre politique durable.

En conclusion, LEISNER écrit: "Le triomphe marque le début du Reich, mais ne constitue pas la marque globale du Reich. Il apporte force et dynamique en vue de l'installation d'un ordre durable, "grand". Mais ce triomphe doit déboucher sur un tel ordre et doit trouver repos et accalmie en son sein. Le triomphe recèle toujours quelque mouvement, une idée de traction motrice, mais le mouvement ou la motricité ne peuvent nullement être buts en soi,... Le triomphalisme perpétuel seul peut être organisé mais alors cet état de chose, artificiel, s'éloigne des principes tacites qui président aux grandes réussites historiques et conduit irrémédiablement à la stagnation et à la décadence".

Et LEISNER poursuit: "La victoire précède toujours le cortège du triomphe mais la victoire est consécutive à la bataille, au grand désordre. C'est de ce chaos que jaillit en fait le triomphe et il en garde des éléments de tumultuosité, dont il tire sa puissance. Mais quand cette tumultuosité se sublime dans le triomphe, elle entame son obligatoire conversion, elle procède au passage du mouvant au statique. Cette mutation nécessaire est déjà présente dans l'esprit de la triomphalité qui amorce l'ordonnance des succès au sein d'une "statique". Le triomphe est ce quelque chose sur lequel l'on peut construire, quelque chose sur lequel on va devoir élever une dimension nouvelle. Si cet acte de construction n'est pas posé, la triomphalité s'évanouit en récits et en légendes. Le triomphe admet d'être institutionalisé, dans des limites qu'il assigne, d'être confirmé, de servir d'exemple et d'être célébré. Mais, dans la foulée, cette institutionalisation, cette exemplarité et cette célébration, constituent les premiers éléments de la construction d'un statisme qui tire toutes ses dimensions de la triomphalité dynamique... Seule la grandeur de la dynamique triomphale se laisse transformer en statisme durable: la règle veut que les petites victoires soient oubliées, qu'elles quittent les esprits."

Puisse cette modeste introduction initier le monde de la politologie en France, en Belgique Romane et en Suisse Romande, à l'oeuvre de LEISNER. Le style d'écriture de ce politologue est d'une limpidité presque sans pareille et complète utilement la lecture d'un auteur que les francophones connaissent bien: Julien FREUND. Ils y retrouveront un esprit de saisie du "politique pur", qui a reçu, en cette époque d'illusions politiciennes, l'étiquette de "conservateur".

Guy CLAES.

Walter LEISNER, Der Triumph. Erfolgsdenken als Staatsgrundlage. Gedanken zu einer Staatslehre der grossen, dauernden Ordnung, Duncker & Humblot, Berlin/ München, 1985, 317 S., 88 DM.



Ont participé à la rédaction de ce numéro de VOULOIR:

Guy CLAES, Serge HERREMANS, Jean KAERELMANS, Jochen LÖSER, Luc NANNENS, Ange SAMPIERU, Karlheinz WEIßMANN.

L'économie du gaspillage

La crise américaine et les politiques reaganiennes

Avec les réflexions économiques et sociales contenues dans cet ouvrage collectif, nous découvrons avec beaucoup d'intérêt que les illusions, entretenues avec grand renfort médiatique par les amis de l'Amérique sur la soi-disant "efficacité" de l'économie d'outre-Atlantique, cachent mal le profond délabrement général du système capitaliste américain. Le titre de notre livre traduit clairement les intentions des auteurs: décrire et, si possible, démontrer que le libéralisme reaganien, c'est avant tout l'organisation scientifique du gaspillage généralisé, conjuguée avec la préservation maximale du profit des grandes entreprises. Les Etats-Unis ne sont en conséquence pas le phare idéal d'une économie de marché où les intérêts de chacun trouveraient leur compte, mais un régime politique et économique fondé sur la recherche systématique de la préservation du profit des personnes morales privées que sont les entreprises capitalistes, l'exploitation des ressources humaines et naturelles en vue de réaliser le profit maximum et, enfin, la domination mondiale des échanges économiques.

L'économie du gaspillage, c'est donc la traduction concrète d'une philosophie libérale autoritaire et l'utilisation d'une partie de la richesse d'un pays, richesse en partie constituée de la production nationale, en partie constituée des capitaux étrangers attirés par la politique des taux d'intérêts pratiquée par les autorités fédérales américaines. Le gaspillage se pratique comme stérélisation d'une partie des capitaux réels au profit d'un mode d'organisation social et économique tourné vers la préservation et le renforcement des grandes entreprises capitalistes américaines nées après la fin du second conflit mondial. Il faut souligner dès l'abord la volonté des économistes américains de bien saisir tous les aspects de la question. Sa relative complexité exige de leur part une complète liberté intellectuelle et méthodologique à l'égard des schémas tout faits. Ainsi, il est intéressant de ne pas tracer de frontières artificielles entre les différents champs de la recherche, notamment entre le champ du politique (le Congrès, la haute fonction publique, les instances centrales, fédérales et locales du pouvoir), celui du social (les syndicats, les nombreuses associations de citoyens) et celui de l'économique (les banques, les dirigeants des grandes entreprises, les groupes de pression capitalistes). Ces différents champs évoluent dans un rapport de constante interaction et leurs relations produisent un discours et une pratique idéologiques dont les racines sont indispensables à qui veut réellement les comprendre.

Comme de bien entendu, il est impossible de présenter tous les points abordés dans cet ouvrage. Un fait apparaît néanmoins constant dans l'analyse: il y a une baisse constante de l'efficacité productive américaine. Cette baisse inquiète beaucoup les milieux d'affaires qui constatent une baisse corrélative du taux de profit réalisé. Un journaliste du New York Times affirmait dès 1981 que l'économie américaine avait d'ores et déjà perdu ses qualités gestionnaires. Face à cette baisse régulière, les économistes avancent des propositions. Les uns sont partisans d'un retour à une "économie de l'offre"; les autres, élèves zélés de Milton FRIEDMAN, sont convaincus de l'excellence des recettes monétaristes; enfin, d'autres économistes, incrustés dans l'establishment américain, sont adeptes de solutions dites "corporatistes".

L'Occident vit aujourd'hui à l'heure de ces écoles libérales-autoritaires, toutes convaincues que Reagan est leur prophète. Certaines d'ailleurs ont déjà eu l'occasion de mettre en pratique leur programme. Ainsi les monétaristes ont sévi au Chili de PINOCHET et les "corporatistes" dans le cadre, plus restreint, de la ville de New York. Dans les deux cas, un résultat unique: une baisse du niveau de vie des classes moyennes et défavorisées, une augmentation très sensible de la richesse privée de la minorité possédante et des entreprises capitalistes. Traduisez: une augmentation brutale des inégalités sociales et économiques. Avec en corollaire la suppression plus ou moins visible des droits politiques (surtout le droit de participation politique) et la confiscation par une minorité dite "éclairée" des pouvoirs de décision et de gestion politiques.

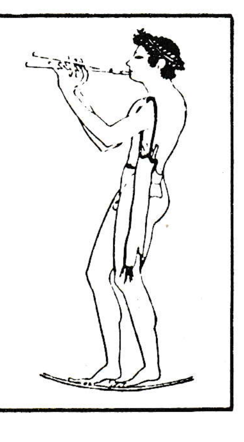
Dans le cas des corporatistes, la municipalité de New York était confrontée à une charge d'endettement insupportable. Les banquiers de la ville acceptèrent de soutenir par des crédits peu onéreux la politique de rétablissement de l'équilibre financier de la cité. Ceci, bien sûr, à des conditions particulières: essentiellement une politique de réduction drastique des dépenses municipales (avec suppression de 20% des postes municipaux et réduction brutale des dépenses sociales accordées aux plus défavorisés, baisse très sensible des dépenses de fonctionnement, etc.) et d'une confiscation du pouvoir politique municipal au profit des prêteurs. Si ce cas précis de la ville de New York a retenu notre attention, c'est beaucoup moins pour pleurer sur les heurs et malheurs de la capitale du Gros-Occident, que pour mettre en exergue la valeur exemplative des pratiques politiques et économiques du libéralisme en action. Peu de différence en effet entre cette politique locale et les règles imposées au niveau mondial par les instances internationales occidentales (FMI, Banque Mondiale) aux pays en voie de développement et même et surtout -et c'est là que nous nous sentons concernés en premier chef- aux pays européens. L'économie de l'offre, en favorisant la croissance du profit au détriment d'une politique de redistribution des richesses et de participation directe des citoyens au destin du pays (et, par conséquent, de son économie), poursuit un programme explicite de renforcement du statu quo impérialiste de Yalta et contribue au maintien d'un système social anti-démocratique et anti-organique, fondé sur l'injustice sociale et sur l'inorganicité. Les représentants de ces instances mondialistes sont d'ailleurs parfaitement conscients de cette situation puisque le chef de file du courant corporatiste, la banquier ROHATYN, déclarait à la suite de l'expérience new-yorkaise: "Ce sont évidemment les familles aux revenus les plus faibles qui furent les premières touchées... Le résultat est injuste mais il était largement inévitable. Il faut en assumer les conséquences". En lisant ces quelques mots, on se prend à penser que cette "rigueur" vertuiste que la plupart des gouvernements occidentaux suivent avec fidélité, s'applique aussi aux peuples. Les cas récents de la Tunisie et du Maroc, obligés de s'aligner sur les recettes libérales du FMI, nous a néanmoins rassuré sur les capacités populaires à réagir aux diktats mondialistes des cénacles libéraux. Une question: les Européens sont-ils aussi prêts à ce type de réaction, type qui honore les peuples tunisien et marocain? Deuxième question: l'inorganicité et l'hétérogénéité du tissu social new-yorkais contribuent-t-elles à rendre les populations "dociles"? Tout projet d'hétérogénéisation et de destruction des structures organiques d'une société, tout projet de multi-racialisation artificielle et d'intégration forcée dans le consensus rose-bonbon de l'Occident ne constituent-ils pas des tentatives de noyer toute révolte populaire, d'annihiler les réflexes collectifs qui ne sont forts, terriblement forts, que de leur homogénéité et de leur organicité?

L'économie de l'offre, comme les autres écoles, fait l'objet d'analyses serrées qui démontrent leur vacuité fondamentale. La base de ce type d'économie est simple et même simpliste: suppression de toute intervention gouvernementale, ce qui laisserait théoriquement aux entreprises et, plus largement, à toute la vie économique, le soin de ce développer selon les règles naturelles d'une saine économie de marché. Cette libération du "carcan" gouvernemental était d'ailleurs résolument optimiste. Les économistes de l'offre ne voulaient connaître que des gagnants et la "deregulation" (en français, "déréglementation") allait en peu de temps multiplier les initiatives et les richesses. Le résultat ne se fit pas attendre: à l'actif du bilan, une baisse très sensible de l'inflation américaine, passant de 11,7% à 4,5% en 1982. Au passif du bilan, une augmentation sans précédent du chômage, passant de 7,4% de la population active au premier trimestre de 1981 à 10,7% lors du dernier trimestre de 1982. L'écart entre le PNB potentiel et le PNB réel (exprimé en pourcentage du PNB potentiel) est passé de 3,8% au moment de l'accession de REAGAN au pouvoir, à un écart de 9% au quatrième trimestre de 1982! Enfin, on a pu constater une baisse régulière en termes réels des revenus horaires moyens des ouvriers de l'industrie; ces revenus sont alors redescendus au niveau atteints au début des années soixante.

Bref, un piètre résultat, bien loin des grandes espérances du départ. Un des chevaux de bataille du programme était notamment la baisse du taux d'imposition,

Nous vous devons des explications...

Pendant les mois de mai et de juin, les postes belges ont connu six semaines de grèves entrecoupées de quelques rares journées de distribution de courrier. Nos abonnés bruxellois, anversois et wallons ont reçu leur numéro d'avril-mai, au début juillet!! Soit cinq semaines après le postage. Nos abonnés parisiens, eux, étaient servis quatre jours après!! Pour éviter une réédition de ce scandale, nous avons préféré attendre la fin des engorgements de tri et vous faire parvenir ensemble les numéros de juin et de juillet. Merci pour votre compréhension.



en particulier sur les bénéfices des entreprises, censée libérer les liquidités utiles à l'auto-financement des entreprises et, plus généralement, à l'investissement productif dans le secteur industriel. Voté par le Congrès en 1981, l'Economic Recovery Tax Act n'a pas enregistré les effets escomptés par ses inspirateurs. Selon le Rapport économique soumis au Président en 1982, ses effets ont été de favoriser les revenus des 10% les plus favorisés et même les 5% du sommet. Cette nouvelle fiscalité n'a eu, par contre, aucun effet bénéfique sur les 50% du bas de l'échelle et des conséquences minimes pour les 40% du milieu. Ceci pour les citoyens. Et pour les entreprises? La modification fut ici remarquable puisque les grandes entreprises, de payeurs nets d'impôts, sont devenues bénéficiaires nets d'impôts!! Les effets attendus, comme la croissance des investissements en formation de capital fixe, n'ont pas été réalisés. Dès l'années suivante, on constate une chute de 6% de ces investissements utiles. En janvier 1982, un sondage réalisé par la société de sondage Gallup au profit du Wall Street Journal, démontrait que 59% des entreprises ne prévoyaient PAS d'investissements nouveaux. Il manquait, constatent avec amertume nos auteurs, la VOLONTE d'investir chez les chefs d'entreprises. Où l'argent amassé est-il alors passé? En majorité sur le marché financier, où le taux de rentabilité était jugé plus élevé et moins risqué que dans le secteur industriel. La doctrine de l'économie de l'offre était en fait basée sur trois considérants: d'abord celui de l'effet positif de la réduction des impôts sur les entreprises et les ménages, favorisant l'épargne, l'investissement et, plus largement, l'effort productif. On a vu ce qu'il en était résulté.

Ensuite, examinons les effets positifs conjugués d'une politique de "déréglementation" (intérieure mais aussi internationale). Le marché libre n'empêchant pas un "mélange des genres" à l'intérieur duquel le gouvernement américain utilise sa puissance politique et militaire pour soutenir sa domination mondiale (à ce propos, on ne peut que louer la détermination de l'actuel Président de la Commission Européenne, Jacques DELORS, face à l'exigence américaine de supprimer la politique de préférence communautaire concernant l'achat de soja et de maïs des nouveaux partenaires européens que sont l'Espagne et le Portugal).

Enfin, les économistes de l'offre ne s'inquiètent en aucune façon des conséquences inflationnistes des réductions massives d'impôts, car ils sont convaincus de la hausse de la productivité globale.

Ces trois principes sont faux. Ils sont les mauvais alibis d'un système qui ne veut pas dire son nom. La société qui en découle n'est pas celle de l'abondance mais celle de la misère et, à terme, des tyrannies modernes que sont les dictatures à la mode haïtienne ou philipinnes. Le gaspillage que ces sociétés pratiquent est énorme et coexiste avec une misère matérielle et politique grandissante. Un exemple de gaspillage particulièrement révélateur: celui de la publicité. Sait-on qu'en 1980 les entreprises ont consacré 2% du PNB américain à leurs campagnes de publicité, soit un gaspillage estimé à 31 milliards de dollars! Autre exemple: sait-on qu'en dépit d'une politique de santé supérieure à celle de tous les autres pays du monde, soit 1000 dollars par tête (chiffre de 1980), les Etats-Unis arrivent au 14ème rang pour l'efficacité médicale!! Treize pays ont une mortalité infantile inférieure à celle des Etats-Unis. Soit un gaspillage estimé à quelque 61,1 milliards de dollars (=2,3% du PNB réalisé en 1980), gaspillage parfaitement inutile parce que correspondant à des dépenses tout aussi inutiles.

Ces quelques exemples pris au hasard nous montrent à quels formidables problèmes se trouvent confrontées les entreprises et le gouvernement américains. L'aggeavation des conditions sociales, la multiplication des inégalités politiques et matérielles, enfin la politique financière poursuivie par les dirigeants américains, tout cela laisse mal présager de l'avenir. Ne peut-on d'ailleurs relier ces problèmes, symptômes du déclin inéluctable d'une économie atteinte de folie, à la multiplication des actes militaires sur les théâtres d'opération extérieurs (Grenade, Liban, Lybie). Sans tomber dans un déterminisme rigoureux et abstraction faite des règles de la géopolitique américaine traditionnelle, ces agressions ne sont-elles pas un moyen de renforcer le consensus national américain, consensus pouvant aussi désamorcer le mécontentement croissant des laissés-pour-compte du nouveau régime libéral-autoritaire? Si cela s'avérait vrai, eh bien, il faudrait drôlement craindre pour la paix mondiale...

Ange SAMPIERU.

S. BOWLES, D.M. GORDON, T.E. WEISSKOPF, L'économie du gaspillage. La crise américaine et les politiques reaganiennes, Editions La Découverte, Paris, 1986, 160 FF.

Deux revues de la "Nuova Destra"

Trasgressioni et Diorama Letterario

La "Nuova Destra" italienne se porte bien. Sous la direction de Marco TARCHI et d'Alessandro CAMPI, elle vient de faire paraître sa première revue théorique, Trasgressioni, qui prend ainsi le relais d'Elementi, dont la conception avait été calquée sur celle de sa consoeur française Eléments, et qui complète utilement, avec des textes de réflexion plus généraux, le bulletin bibliographique mensuel Diorama Letterario (DL en abrégé). Le premier numéro de Trasgressioni annonce l'intention des éditeurs: impulser une nouvelle dynamique dans les débats idéologiques, une dynamique précisément marquée par la volonté de "transgresser" les tabous ou les scléroses des idéologies dominantes depuis quelques décennies. Si, lors de ses premiers balbutiements, la "Nuova Destra" s'était, malgré sa dénomination, posée comme un corpus d'idéologèmes situé "ni à gauche ni à droite", elle cherche aujourd'hui, avec son nouvel outil d'intervention qu'est la revue Trasgressioni, à être simultanément "et la gauche et la droite". L'objet de sa première transgression est donc de dépasser les clivages d'opposition au sein des idéologies non libérales qui ont pour dénominateur commun de rejeter l'individualisme et ses retombées pratiques sur les plans économique et politique (Cf. dans ce premier numéro de Trasgressioni, l'article de Marco TARCHI intitulé "Dinamica della trasgressione. Dal "né destra né sinistra" all'"e destra e sinistra""). L'inspirateur de cette stratégie de convergence et d'attention pour ces idéologies déclarées, à tort ou à raison, adversaires, est sans conteste l'Israëlien Zeev STERNHELL, auteur de trois ouvrages capitaux sur la genèse du "fascisme français" qui ont montré en quel chassé-croisé idéologique consistait précisément ce fascisme de France, classé conventionnellement à "droite". Le marxiste SOREL, père du syndicalisme révolutionnaire, n'a-t-il pas été nommé successivement "inspirateur du fascisme mussolinien" puis "révolutionnaire conservateur" (Michael FREUND)?

Dans une autre contribution, Alessandro CAMPI analyse les textes d'EVOLA parus avant-guerre dans la revue Lo Stato, dirigée par le théoricien de l'Etat organique Carlo COSTAMAGNA. L'objectif de CAMPI est de soustraire l'oeuvre d'EVOLA du fatras des hagiographies niaises dans lesquelles bon nombre d'idéologues "droitistes" italiens l'avaient plongée. Dans ses articles écrits pour Lo Stato, EVOLA cherchait à corriger le fascisme italien (et également le national-socialisme allemand) de ses tendances dites "modernistes" et le conduire sur la voie d'une "restauration traditionnelle". Dans ce plaidoyer, surgit donc l'opposition entre l'organicisme traditionnel, dont le Moyen Age européen constitua l'apogée dans notre aire de civilisation, et l'organicisme partiellement restauré par les systèmes dits totalitaires du XXème siècle: bolchévisme, fascisme, national-socialisme. Le hiatus, souligné par EVOLA, porte en fait sur la possibilité ou l'impossibilité de restaurer tel quel l'organicisme traditionnel et sur la possibilité ou l'impossibilité d'épurer notre civilisation de toutes les traces laissées par l'ère libérale anti-traditionnelle et a-totalitaire.

Les autres contributions de Trasgressioni no.1 sont d'Alain de BENOIST (Pensare la tecnica; Cf. Nouvelle Ecole no.41), de Guillaume FAYE (Il neo-conservatismo americano; Cf. Orientations no.6), de Günter MASCHKE (Lo Stato, il Nemico, il Diritto. Il controverso pensiero di Carl Schmitt; à paraître dans Nouvelle Ecole), de Robert STEUCKERS (Il neutralismo tedesco contemporaneo; à paraître dans Orientations no.7) et de Stefano COCHETTI (Le ragioni della dissuasione) qui prononce un plaidoyer en faveur de la dissuasion nucléaire et

DIORAMA LETTERARIO

N. 93 - Maggio 1986 Lire 2.000

NUOVA DESTRA:
IL PUNTO SUL DIBATTITO

Couverture d'un numéro récent de Diorama Letterario, consacré entièrement à la "Nuova Destra" et à ses recherches en sociologie et en politologie.

contre l'utopie du désarmement unilatéral. Tant STEUCKERS que COCHETTI optent pour un "neutralisme actif" à l'échelle européenne, mais chacun d'eux place l'accent sur un aspect bien spécifique de cette option.

Le numéro de Mai 1986 (no.93) de la revue Diorama Letterario (DL), animée par Mario BOZZI SENTIERI et Marco TARCHI, est entièrement consacré à la "Nuova Destra" en tant que telle. Quelle est son "identité" et quel est son projet, se demande Marco TARCHI. Et il répond: analyser les réalités politiques et idéologiques pour trouver un nouveau consensus et pour aider à forger les institutions qui rendront possible le fonctionnement technique de ce consensus nouveau, que l'approche du XXIème siècle et de ses défis rend indispensable. Contre le mythe occidentaliste, la ND veut promouvoir une neutralité européenne défensive, une alliance Europe/Tiers-Monde, revendiquer le droit des peuples et, sur un plan moins directement politique, redécouvrir la dimension du sacré et les expériences humaines face à ce sacré, défendre les identités ethno-culturelles, développer le sens des appartenances collectives...

Ce vaste projet comprend, bien entendu, une volonté de retrouver l'organicité politique, le sens de la communauté (comme l'entendait Ferdinand TÖNNIES) et de créer un Etat qui ne soit pas en contradiction avec cette organicité communautaire. C'est Carlo NIZZANI qui explique quel sens la ND donne à l'organicité: pour elle, l'organicité est une exigence radicale face au déclin du politique dans le normativisme juridique et la ploutocratie (= règne de l'argent). Dans une seconde contribution, Marco TARCHI explique pourquoi, aujourd'hui, il est possible de trouver davantage de convergences entre la ND et la Nouvelle Gauche qu'entre la ND et la vieille droite ou qu'entre la nouvelle gauche et la vieille gauche. Le choix de la ND est résolument "métapolitique", car notre époque a un besoin urgent: une redéfinition des concepts politiques. Sans clarté conceptuelle, aucune stratégie politique ne peut aboutir. C'est le sort qu'a connu la vieille droite, enlisée dans ses chapelles, ses souvenirs et ses échecs.

Pour Stenio SOLINAS, la ND est une manifestation de notre Zeitgeist, dont la caractéristique principale est d'avoir abandonné les chimères des années 60 et 70. Le dossier nous donne un bilan assez complet des interrogations qu'adresse la ND à l'intelligentsia italienne. La qualité de ses articles, la pertinence de ses questions est reconnue par tous dans la péninsule. La presse les commente avec une honnêteté qui devrait faire pâlir de honte les fossiles journalistiques de Belgique qui raisonnent encore comme avant-guerre, comme aux temps des bagarres entre léopoldistes et anti-léopoldistes, comme lors des pugilats opposant étudiants gauchistes et militants de Jeune Europe ou de la Jeune Garde d'Occident. Comme si le monde n'avait jamais changé, comme si une pensée nouvelle n'avait pas émergée, indifférente à ces récits minables d'anciens pseudo-combattants...

Jean KAERELMANS.

TRASGRESSIONI, no.1/1986, 128 pages, 7500 Lire (format livre). Abonnement (3 numéros): 20.000 Lire.
DIORAMA LETTERARIO, no.94/Mai 1986, 40 pages, 2000 Lire (format 24,2 cm x 17,2 cm). Abonnement (10 numéros): 10.000 Lire.

Adresse des deux publications: Diorama Letterario, Casella Postale 1364, I-50.122 FIRENZE 7 (Italie).

Kiessling et la Doctrine Harmel (suite)

silence. Il a choisi, pour s'exprimer, notre consoeur "Mut", éditée par Bernhard WINTZEK à Asendorf. "Mut" s'inscrit dans la tradition nationale-conservatrice. Jusqu'ici, KIESSLING a publié deux articles: Die NATO und die deutsche Frage (L'OTAN et la question allemande; février 1986) et Der verteufelte "deutsche Sonderweg" (Un objet de malédiction: la voie allemande; avril 1986). La teneur de ces deux articles laisse deviner quel a été l'objet de la discorde au sein de l'Etat-Major atlantiste de Mons-Casteau... Pour le public belge, ces deux articles sont d'autant plus intéressants qu'ils mentionnent élogieusement le Rapport HARMEL, rédigé par notre ancien Ministre des Affaires Etrangères. Sur la base des positions actuelles de KIESSLING et de celles qu'HARMEL a défendues jadis, il est possible d'élaborer une politique européenne globale, bien assise dans le concret et ne se consommant pas en rêves fumeux. Le socialiste flamand Rik COOLSAET s'emploie d'ailleurs à actualiser les positions d'HARMEL (Cf. La Revue Nouvelle, Bruxelles, décembre 1985 et VOULOIR no. 23/24, Nov.-déc. 1985).

Que dit en substance le Général KIESSLING dans ces deux articles? Que les politiciens allemands ne parlent plus de l'unité allemande que par pure convention, sans jamais plus entreprendre quoi que ce soit pour réaliser cet espoir tenace. Pire: on essaie, dans les milieux politiciens, de faire accroire que la division du pays est un gage de paix pour l'Europe. Les Soviétiques, de leur côté, savent qu'ils doivent toujours garder en réserve la carte de la réunification et la faire miroiter aux Allemands. Les politiciens occidentalisés craignent par dessus tout cette éventualité, qui, si elle se réalisait, rendrait bien précaire leur pouvoir. On se rappelle outre-Rhin les propositions de STALINE de 1952 qui offrait de quitter la RDA si le nouvel ensemble allemand adoptait le statut de neutralité que connait aujourd'hui l'Autriche.

Certes, KIESSLING ne nie pas qu'une majorité relative d'Allemands souhaitaient à l'époque que se réalise l'intégration occidentale et que les Soviétiques voulaient peut-être empêcher que la RFA ne devienne le fer de lance de l'OTAN. On ne revient pas sur le passé et l'histoire ne repasse pas les plats: les Européens de l'Ouest ont accepté de faire partie d'une alliance atlantique qui les protégerait de l'expansionnisme soviétique. Néanmoins, dans un monde mouvant, fait de vicissitudes diverses, les situations d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui. Contrairement à la CEE, l'OTAN ne vise pas à intégrer les nations mais à préserver leurs souverainetés. La nation allemande poursuit l'objectif de retrouver son unité et les trois principales puissances occidentales (les USA, la France et le Royaume-Uni) ont promis, dans l'art.7 du Traité d'Allemagne (Deutschland-Vertrag) de soutenir cet espoir politique. Au sein de l'OTAN, le rôle des hommes politiques ouest-allemands est de rappeler sans cesse cette promesse à leurs alliés occidentaux.

En 1968, rappelle KIESSLING, l'Alliance Atlantique a redéfini ses objectifs, notamment dans le Rapport HARMEL (du nom du Ministre belge des affaires étrangères de l'époque). Avec la parité nucléaire existant entre l'Est et l'Ouest, la situation stratégique avait changé. L'OTAN ne pouvait dès lors plus se satisfaire de ces premiers objectifs: l'équilibre de la terreur et la défense. Il fallait en ajouter un autre: la détente. Cette détente devait s'accompagner d'une sécurité militaire globale qui n'impliquait en aucune façon le désarmement unilatéral. Le Rapport HARMEL, rappelle KIESSLING, démontrait bien que la tension Est-Ouest se polarisait autour de la division allemande. C'était donc cette division qu'il fallait surmonter et tous les membres de l'Alliance devait y concourir. En 1968 donc, l'OTAN, sous l'impulsion du Rapport HARMEL, voulait que s'instaure une ère de paix en Europe.

Pour que l'Allemagne retrouve son unité, il fallait que l'Est comme l'Ouest y consentent et qu'Américains, Français, Britanniques et Soviétiques la garantissent moyennant compensations diplomatiques. L'OTAN ne pouvait plus demeurer une structure rigide et dépassée par les événements. Il fallait que cette organisation se montre capable de se dépasser elle-même, pour générer un nouvel ordre international, supérieur au précédent parce plus apte à assurer la paix et le dialogue. Dans ce dépassement, qui devait s'opérer conjointement avec les bonnes volontés de l'Est, les Allemands auraient retrouvé leur unité, postulée par la Loi Fondamentale qu'ils se sont donnée en 1949, année de la création de la RFA. La volonté populaire, dans cette optique de KIESSLING et de HARMEL, doit avoir plus de poids que les structures ou les textes. N'est-ce pas là le fondement de toute démocratie sainement comprise?

La tâche des hommes politiques allemands (et des militaires) demeure donc de travailler à la paix et de convaincre ex-adversaires de l'Est et de l'Ouest que l'unité de leur patrie est dans l'intérêt de toutes les nations du globe. KIESSLING admet que l'on ne partagera pas nécessairement sa vision des choses mais que les politiques, au moins, disent quelle est la leur. S'ils sont pour ou contre l'unité allemande, l'électorat sanctionnera leurs positions, négativement ou positivement, selon le cas. Dans cette perspective, on n'oubliera pas que l'immense majorité des Allemands restent inébranlablement fidèles au principe de la réunification, écrit dans la constitution démocratique de 1949.

Or, le langage des politiciens est flou. Quand on parle d'une voie allemande, d'une vision particulière à l'Allemagne, certains politiciens parlent d'irréalisme, de folie utopique voire de trahison. Trahison par rapport à quoi? KIESSLING rappelle que la RFA officielle elle-même avait évoqué l'auto-détermination de tout le peuple allemand, en proclamant simultanément sa fidélité à l'Alliance. Comme l'OTAN, en théorie, est une alliance militaire de nations demeurant entièrement souveraines, il est évident que tous leurs intérêts ne concorderont pas toujours et en tous lieux. En 1966, la France gaullienne a quitté l'intégration militaire de l'OTAN et l'Espagne pose ses conditions avant d'y adhérer. Seuls les Allemands semblent vouloir subordonner leurs intérêts nationaux à ceux, globaux, de l'Alliance. KIESSLING estime en conséquence que ces intérêts nationaux, la paix et l'unité, correspondent à ceux de l'ensemble du sous-continent européen. Car la solution au problème ne se trouvera, dit-il, que dans une cadre grand-européen. Mais les Allemands peuvent prendre l'initiative...

Résumé français: Serge HERREMANS.

Sources: 1) Günter KIESSLING, Die NATO und die Deutsche Einheit, in: Mut, Nr. 222, Februar 1986.

suite page 11

Kiessling/Harmel (suite)

2) Günter KIESSLING, Der verteufelte "deutsche Sonderweg", in: Mut, Nr. 224, April 1986.
Adresse de la revue: MUT, Postfach 1, D-2811 ASENDORF. Telefon: 04253/566. Prix de l'abonnement annuel (12 numéros): 84 DM. Prix au numéro: 6 DM + 1 DM (port).

Tiers monde et civilisation occidentale (suite)

hommes et leur apprendre la conception occidentale du temps et la ponctualité".

La question centrale demeure la suivante: les peuples du Tiers Monde ou, pour parler plus justement, les peuples qui vivent sous le signe du bouddhisme ou de l'Islam, des religiosités dites "animistes" d'Afrique ou du "paganisme amérindien" mâtiné d'éléments catholiques hispaniques, pourront-ils adopter cette "ponctualité" sans renier ou sans mutiler leurs héritages? Le Japon a indubitablement franchi le pas, gardé bon nombre de traditions ancestrales mais subit gravement l'influence du bric-à-brac sous-culturel américain. La "ponctualité" pourra-t-elle être mise au service d'une stratégie de préservation des spécificités? Et donner la puissance sans annihiler les "acquis positifs des ancêtres"?

La réponse de WENDORFF est assez générale: il faut préserver la pluralité des cultures dans le monde. Puisse son livre contribuer à ce projet et non pas à ouvrir la planète entière à l'économie et à la sous-culture américaine.

Luc NANNENS.

Rudolf WENDORFF, Dritte Welt und westliche Zivilisation. Grundprobleme der Entwicklungspolitik, Westdeutscher Verlag, 1984, 505 S., 48 DM.

---

autorités universitaires, alors qu'en Irlande, par exemple, les recteurs siègent d'office au Parlement et y détiennent un droit de veto. Le plus grand scandale du plan d'austérité libéral, c'est de juguler la recherche, alors qu'il aurait fallu, par tous les moyens persuasifs et coercitifs, obliger les élites dégénérées de ce pays, à débloquer leurs capitaux pour investir dans les recherches de pointe, afin de sauver l'économie du pays. La contestation ne saurait être purement stérile et misérabiliste, à la manière des forces de gauche qui n'enregistrent qu'échec sur échec. La contestation doit revêtir un visage d'airain, plus rude que celui, flasque, de l'austérité. Elle doit avoir une visée élitaire pour l'ensemble de la population: relancer la recherche, procéder à la mobilisation totale des forces intellectuelles du pays, résoudre la crise de l'enseignement en mettant sur pied des centres de formation permanente pour adultes et non en fermant les écoles et en envoyant les enseignants au chômage, créer d'autorité de nouvelles industries, nettoyer sans scrupules le pays de sa vermine dorée, punir avec une sévérité inouïe la trahison pro-américaine et la fuite des capitaux,... On ne sortira pas de la crise avec des discours larmoyants, avec des colères d'impuissants, avec une austérité qui ne profite qu'aux grasses fripouilles qui, hélas, pullulent dans ce royaume... Il faut avoir la dureté et la pureté du diamant.

Guy CLAES.

Vérité du mythe

"Ce n'est vraiment pas un secret de dire que le monde occidental traverse une crise spirituelle: désacralisation du cosmos, des églises, des relations entre les hommes. Cette désacralisation crée un vide, que chacun cherche à compenser". Ainsi s'exprimait Mircea ELIADE, l'un des explorateurs des religions les plus importants de ce siècle, dans un interview publié au début des années 80. Depuis lors, ce constat est devenu quasiment un lieu commun, tant pour ceux qui souhaitent un retour aux valeurs traditionnelles que pour ceux qui proclament le début d'un "nouvel âge" post-matérialiste. Ces derniers se retrouvent souvent parmi les déçus qui ont vu l'effondrement des grandes utopies politiques pour lesquelles ils s'étaient enthousiasmés. Par le regain d'intérêt pour la "nature" et pour les problèmes écologiques, ces hommes et ces femmes renouent avec une "nouvelle intériorité", aisée à repérer, et recherchent un "sens" qui correspond finalement au "télos" des formes religieuses les plus individualisées, comme la mystique, l'ésotérisme ou la magie. Ces phénomènes doivent être jugés et évalués chacun pour soi, même si, sous bien des aspects, ils reflètent la décadence de l'Occident. Décadence qui s'aperçoit particulièrement dans la tendance à l'irrationalisme débridé et dans la totale confusion des concepts qui marque notre époque.

Vouloir apporter un peu d'ordre dans ce chaos, tel a été l'objectif de Kurt HÜBNER dans son ouvrage sur la "vérité" du mythe. Son livre n'a pas été écrit pour une diffusion de masse. Pour cela, il est trop précis et trop rigoureux. Sa lecture n'est pas aisée mais permet une nécessaire clarification conceptuelle, du moins en bon nombre de domaines. L'auteur, né en 1921, est professeur de philosophie à l'Université de Kiel; jusqu'ici, son oeuvre s'était concentrée sur la "théorie de la science". HÜBNER a magistralement évité les dangers qu'encourt tout auteur qui aborde un sujet comme celui du "mythe": il ne s'est pas perdu dans une jungle touffue de concepts difficilement compréhensibles et on ne peut lui reprocher de n'avoir pas pris son sujet au sérieux. D'emblée, HÜBNER pose ses réflexions dans le monde présent, monde qu'il identifie comme "Zwiespalt", c'est-à-dire comme brisé par la discorde.

D'une part en effet, nous avons les formes traditionnelles d'une Welterfahrung (d'une expérimentation du monde) totale/holiste/globale voire mystique et, d'autre part, nous avons la pensée rationaliste et scientifique, qui marque notre époque de son sceau plus que toute autre vision du monde. C'est au départ de ce constat de discorde, d'affrontement entre deux modes d'appréhension du réel, du monde ou du cosmos, qu'HÜBNER pose son analyse qui s'avèrera déterminante pour la recherche ultérieure: il "démythise" la prétention des sciences modernes à vouloir être les seules modes adéquats et complets de saisie du monde. Pour cela, il procède à une mise en évidence de l'imbrication des théories scientifiques modernes, y compris la théorie de la relativité d'EINSTEIN, dans les formes d'expression religieuse historiques et réfute les faiblesses de leurs apriori. C'est en cela que le titre de l'ouvrage, Wahrheit des Mythos (= Vérité du mythe), prend tout son sens. HÜBNER peut alors poser et justifier son propre concept du mythe, concept qui ne sera pas réductionniste en ce qu'il poserait le mythe comme une erreur très ancienne ou comme une illusion de l'esprit humain, mais qui, au contraire le pose comme une conséquence bien réelle d'une rencontre tout aussi réelle entre l'homme et le "sacré", le "numineux".



Kurt Hübner: une réflexion fondamentale sur la nature du mythe. Un livre qui nous guide dans un périple partant de la mythologie grecque pour aboutir à Hölderlin, Wagner et Sorel. Des réflexions intéressantes aussi sur la dimension mythique de la nation.

Dans la seconde partie de son livre, HÜBNER examine les divers aspects du mythe grec (qui, pour lui, a valeur d'exemple) pour ensuite confronter le fruit de cet examen aux résultats des sciences modernes. Il arrive à la conclusion que mythe et science (scientificité) procèdent, au niveau des principes, de la même structure mais que leurs modes d'expérimentation ne sont finalement pas comparables car déterminés par les époques historiques où l'un et l'autre se manifestent. Comme HÜBNER lui-même le résume: "l'opinion courante d'aujourd'hui, qui présente la science comme une sorte de paradigme du rationnel, se révèle pure illusion. Cette illusion a ses racines historiques dans le Siècle des Lumières, lequel, largement dominé par le rationalisme, a faussement tenu l'ontologie scientifique, et plus particulièrement celle des sciences naturelles, pour l'expression de visions nécessairement déduites de la raison ou pour un corpus d'expériences conduites et guidées par la raison. C'est ainsi que l'on est arrivé à identifier, d'une manière aussi suggestive que confuse, science, rationalité, raison et rationalisme. Cette identification marque encore notre époque. Notre âge dit des Lumières (aufgeklärter) et scientifique n'est en fait ni plus rationnel ni plus raisonnable qu'un autre. Il est seulement nommé tel".

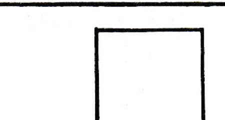
A la lecture de cette conclusion, on ne sera forcément pas étonné d'apprendre que HÜBNER cherche à élaborer un forme d'appréhension de la vie et de la connaissance qui, en évitant toute espèce d'extrême, visera à relier éléments mythiques et scientifiques, pour pouvoir surmonter la "discorde" (Zwiespalt) qu'il avait diagnostiquée dès les premiers chapitres de son livre. La dernière partie de cet ouvrage se préoccupe donc de divers domaines de notre civilisation, des arts picturaux (expressionnisme, dadaïsme), de la littérature (HÖLDERLIN), de la musique (WAGNER) mais aussi de théologie (au départ d'une critique très intéressante de la volonté de BULTMANN de "démythologiser" le christianisme) et de politique (où HÜBNER aborde SOREL et déclare que le concept de nation est nécessairement mythique). Dans ces divers chapitres, l'auteur jette les bases d'une synthèse à venir, où la "forme intégrale de conscience", annoncée un jour par Hugo M. ENOMIYA-LASSALLE, ne sera plus ni pure fiction ni fol espoir.

Karlheinz WEISSMANN.

Kurt HÜBNER, Die Wahrheit des Mythos, C.H. Beck, München, 1985, 465 S., 48 DM.



Supplément bibliographique MENSUEL à la revue ORIENTATIONS.
N°30 JUIN 1986.
Prix: 50 FB - 8 FF - 2 FS - 2,50 DM - 1700 Lire - £ 0.60 - 1,10 $ Canadien.



abonnez-vous

L'abonnement à VOULOIR coûte 500 francs belges à verser au compte BBL numéro 310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent par chèques à l'ordre de Trystan Mordrel. Le prix de cet abonnement équivaut à 90 FF. Pour l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, la formule des mandats postaux s'avère la meilleure.

Les mandats postaux doivent être adressés à la fois au nom de la revue et à celui de Robert Steuckers.

L'abonnement donne droit à 12 numéros de VOULOIR. Ce supplément à la revue ORIENTATIONS paraîtra dix fois par an.

Il est également possible de s'abonner à la revue ORIENTATIONS. Pour quatre numéros et 12 numéros de VOULOIR, le prix s'élève à 950 francs belges (ou 160 francs français). Ceux qui ont déjà versé leur abonnement à la revue ORIENTATIONS devront ajouter 500 francs belges (ou 90 FF).

Prix des abonnements de soutien à VOULOIR (donnant droit à deux numéros de chaque livraison): 650 FB (ou 95 FF, 33 DM, 27 FS). Donnant droit à trois numéros de chaque livraison: 750 FB (ou 120 FF, 38 DM, 32 FS).

Notre adresse:

ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB 41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.

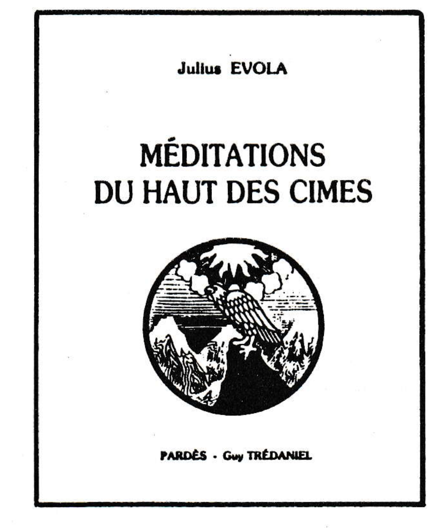


Editeur responsable: Robert Steuckers, BPB 41, B-1970 Wezembeek-Oppem.

SERVICE LIBRAIRIE

Dans ce recueil d'articles, Julius EVOLA nous livre d'importants aperçus, tantôt sous forme de comptes rendus, tantôt sous forme de méditations, sur son expérience de la montagne. Au-delà de l'effort physique, celle-ci lui a ouvert la possibilité d'une réalisation intérieure. La montagne s'est présentée à EVOLA comme le gardien du seuil initiatique, que tout homme digne de ce nom doit affronter au moins une fois dans sa vie. Faute de quoi, il vaudrait mieux ne pas naître, puisque le sens de la vie n'est autre que la réalisation de soi-même. Or, on ne se réalise *qu'en s'éprouvant*.

L'expérience de la montagne est ici combat contre les fantasmes intérieurs, victoire sur la solitude, le silence et le vide, capacité de réveiller en soi-même le surhumain, transcendance qui mène jusqu'à la cime du Moi. Avec ses symboles et ses énigmes, ses sommets gelés, ses formes limpides et nettes creusées dans la glace et la roche, la montagne renvoie à la patrie intérieure des hommes libres: l'"Hyperuranie". Ecole de purification de l'âme et de formation du coprs, la montagne ignore les compromis, ne



connaît que vainqueurs et vaincus.

Comme pour le Daumal du *Mont analogue*, pour Evola aussi l'alpinisme est une *métaphysique pratique*.

Julius EVOLA, *Méditations du haut des cimes*, Pardès/Trédaniel, Paris, 1986, 178 pages. Prix: 600 FB + 30 FB (port).



Rien, jusqu'ici, n'avait été publié en français sur l'histoire du mouvement de jeunesse allemand, si diversifié, si foisonnant en initiatives innovatrices et en redéfinitions idéologiques audacieuses. Pour défricher ce territoire inconnu, cette *terra incognita* du pré-Weimar et du Weimar tumultueux, il fallait un ouvrage simple, bref, initiatique. Celui de Karl Höffkes répondait pleinement à ce besoin. Le style en est narratif, didactique dans le meilleur sens du terme. Höffkes nous guide depuis les premiers balbutiements du *Wandervogel* des origines, jusqu'aux confrontations des *Bündische* avec l'appareil étatique hitlérien. Les points forts de l'ouvrage sont indubitablement le récit poignant de la bataille de Langemarck (octobre 1914), où de nombreux *Wandervögel*, engagés dans les bataillons de réserve, trouvèrent la mort; l'évocation de la personnalité d'Eberhard Köbel, dit "Tusk", déchirée entre le communisme et le nationalisme, entre son idéal de justice sociale et son nationalisme mystique; les réflexions sur le rôle de la jeunesse et sur le renouveau de mythèmes du *Wandervogel* au sein de l'actuelle contestation écologique en Allemagne contemporaine. Pour comprendre ce monde si divers et chatoyant, le traducteur du livre, Robert Steuckers, a dû impérativement rédiger, outre une postface, onze pages de notes: ce qui est évident pour



l'Allemand moyen est très souvent méconnu du francophone moyen. Un livre qui nous révèle un face jusqu'ici occultée de l'univers pré-weimarien et weimarien.

Karl HÖFFKES, *Wandervogel, la jeunesse allemande contre l'esprit bourgeois (1896-1933)*, Pardès, Puiseaux, 1986, 93 p., 430 FB + 30 FB (port).

